

organismes représentant les cultivateurs, la possibilité de prévoir des exceptions pour l'agriculture afin d'assurer la survivance des fermes familiales.

M. Bigg: Monsieur le président, l'agriculture traverse une crise au Canada. Au moment où nous souhaiterions entendre des déclarations sensées de la part des meilleurs spécialistes de l'agriculture—et je crois que pas moins de 40 docteurs en agronomie travaillent à la solution de ce problème à Ottawa—au lieu de nous sortir des fondrières de la bureaucratie et de rétablir un peu de sens commun, on nous entraîne dans un labyrinthe de non-sens socialiste. Je ne blâme pas le ministre des Finances.

M. Woolliams: Moi, si.

M. Bigg: Le ministre n'est qu'un faible écho de la voix de son leader. Il est sympathique, mais rien dans les paroles de son maître ne me semble bienveillant. J'ai dans les mains le nouvel évangile du parti libéral selon Pierre Elliott Trudeau. Ce livre s'intitule «Le fédéralisme et la société canadienne-française». Il ne porte pas sur les Canadiens français, mais sur la conquête de tout le Canada au moyen d'une stratégie bien conçue et de tactiques savamment mises au point. Je ne veux pas consacrer tout mon temps à ce livre. Je ne veux que vous le présenter, monsieur le président, et par votre intermédiaire, au comité.

A la page 129 on trouve le chapitre intitulé «La pratique et la théorie du fédéralisme». Le chef de notre ministre y décrit, dans le menu, comment procéder pour détruire non seulement l'agriculture mais la plupart de nos institutions démocratiques par un usage magistral de la stratégie socialiste. Il ne prétend pas avoir inventé la méthode. A la page 132, il cite comme autorité sur le sujet nul autre que Mao Tsé-toung. Nous lisons, au bas de la page, la déclaration suivante au sujet de la stratégie et de la tactique:

«Les bases révolutionnaires, malgré leurs dimensions insignifiantes, constituent une force politique considérable et un obstacle puissant au pouvoir du Kuomintang, . . .

Rayez «Kuomintang» et substituez-y «gouvernement fédéral». Il a écrit cela du temps qu'il n'était pas le gouvernement fédéral; il l'est maintenant. Je reprends ma citation:

. . . lequel occupe de vastes régions . . .

Remplaçons ces mots par «d'un océan à l'autre, notre grand et bien-aimé dominion».

La révolution et les guerres révolutionnaires commencent par naître puis se développent; elles débutent petitement puis elles grandissent; elles vont de l'absence de pouvoir à la capture du pouvoir . . .

Ce n'est pas un vieux bouquin; il a été réimprimé en 1968, juste avant que notre cher premier ministre, chef du parti libéral et non du parti socialiste, n'assume la direction du parti libéral. Je crois que les libéraux eux-mêmes n'ont pas lu cet ouvrage et qu'ils ne savent pas dans quel camp ils se trouvent. Je vous conseille cependant, à vous, monsieur le président, et à vous tous députés, de vous procurer un exemplaire de ce livre qui ne coûte que \$2.50. C'est un bon placement. Si vous le lisez, vous y ferez sans doute la même découverte qu'un ou deux députés de votre parti. Il leur a fallu décider s'ils appartenaient à la gauche ou à la droite.

En quoi cela se rapporte-t-il au bill C-259? Je vais vous le dire. Le bill C-259 est un petit pas vers une réforme fiscale, mais c'est un pas de géant vers le socialisme total et absolu au Canada. La confusion règne et ce n'est pas

par accident, c'est une confusion délibérée. D'une part, on nous dit de rendre l'agriculture viable, d'agrandir les fermes et de les fusionner. Qu'arrive-t-il alors? Selon ce bill, le fusionnement supprime le pouvoir d'étaler le revenu.

A un moment où l'agriculture fonctionne au ralenti, où les marchés mondiaux fléchissent et les prix mondiaux sont à la baisse, que constatons-nous? Que 40 spécialistes en agriculture écrivent en esclaves des absurdités sur l'ordre du premier ministre socialiste, des absurdités reprises servilement par le ministre des Finances qui ignore lui-même la portée de son propre bill. Pour le prouver, je signalerai que nous avons une centaine d'amendements proposés au bill. Le bill, ou l'enfant, était mort avant de naître. Je dis que c'est bien. Faut-il le ranimer? Non, il ne faut pas lui claquer le derrière. Les auteurs du bill devraient se faire botter le derrière, et nous voudrions pouvoir le faire tant qu'il ne sera pas d'un rouge vif, aussi rouge que le principe dont s'inspire l'idée que l'agriculture devrait être enlevée aux particuliers et aux agriculteurs libres au Canada pour être confiée à la bureaucratie.

Il pourrait y avoir un raisonnement en faveur de l'exploitation de l'agriculture par la bureaucratie si cela pouvait faire baisser le prix de la nourriture pour les Canadiens. Or que s'est-il produit depuis que le gouvernement a pris en mains l'agriculture? Nous voyons les prix monter constamment. Le beurre se vend 4 ou 5 c. de plus la livre à un moment inopportun. Il se vend si cher que les travailleurs du Canada, dont nous entendons les plaintes constantes, ne peuvent plus se permettre de consommer l'un des produits de base du pays. Nous devons importer du beurre.

• (9.20 p.m.)

Pendant ce temps, qu'avons-nous fait au petit cultivateur, à la petite fermière qui avait un pot à lait ébréché sur le manteau de la cheminée où elle mettait son argent pour Noël, pour lui permettre d'aider son mari à acheter de la ficelle au moment des récoltes? Elle ne peut plus puiser dans le pot à lait parce que, de toute évidence, nous sommes tombés d'accord pour viser à la grandeur et l'efficacité; nous voulons de grandes entreprises agricoles. Pourtant, dans ce bill, même si le gouvernement veut des exploitations plus vastes, sa politique avouée est de s'assurer que même si les exploitations s'agrandissent, elles ne réaliseront pas de gros bénéfices.

M. Danson: Tout le monde peut avoir un pot à lait plus grand.

M. Bigg: Je sais pertinemment de quoi je parle. Il y a plusieurs milliers de petits cultivateurs dans ma circonscription dont les épouses possèdent un petit pot à lait ébréché quelque part. A présent, ce pot est vide et elles sont inquiètes. La solution n'est pas qu'elles déménagent à Edmonton, Calgary ou ailleurs, pour essayer d'y gagner leur vie.

L'un des rêves de mon enfance était qu'à la fin de ma carrière de policier, de soldat ou de député, j'aurais une parcelle de terre et j'aiderais ma femme à remplir le petit pot à lait pour pouvoir acheter des cadeaux de Noël aux enfants et aux petits-enfants. Mais dans ce bill, ni dans aucun autre dont la Chambre a été saisie depuis sept ans, je n'ai rien vu qui assure au petit cultivateur le genre de sécurité qu'il possédait autrefois. Il n'y a rien dans ce bill qui offre au petit cultivateur un tant soit peu de soulagement.